

THEMATIQUE ACTION SOCIALE

Définition de l'action sociale de l'article L. 116-1 du Code de l'action sociale et des familles (issue de la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002) :

L'action sociale et médico-sociale tend à promouvoir, dans un cadre interministériel, l'autonomie et la protection des personnes, la cohésion sociale, l'exercice de la citoyenneté, à prévenir les exclusions et à en corriger les effets.

*Elle repose sur une évaluation continue des besoins et des attentes des membres de tous les groupes sociaux, en particulier des **personnes handicapées et des personnes âgées**, des **personnes et des familles vulnérables**, en situation de précarité ou de pauvreté, et sur la mise à leur disposition de prestations en espèces ou en nature.*

Elle est mise en œuvre par l'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, les organismes de Sécurité sociale, les associations ainsi que par les institutions sociales et médico-sociales au sens de l'article L. 311-1.

Pour l'analyse du niveau d'équipements et de services d'action sociale d'une commune ou d'une intercommunalité dans le cadre d'un document d'urbanisme type PLU ou PLUi, nous nous basons sur la BPE 2014 de l'INSEE en reprenant les mêmes variables :

TYPE EQUIPEMENT	DESCRIPTION DE L'INSEE
Personnes âgées : hébergement	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées. Hospices, maisons de retraite, logements foyers et résidences d'hébergement temporaire.
Personnes âgées : soins à domicile	Services de soins à domicile et centres de jour pour personnes âgées. Localisé au siège du service.
Personnes âgées : services d'aide	Services d'aide-ménagère à domicile, alarme médico-sociale et services d'aide aux personnes âgées. Localisé au siège du service.
Personnes âgées : foyer restaurant	Foyer club restaurant.
Personnes âgées : services de repas à domicile	Localisé au siège du service
Garde d'enfant d'âge préscolaire	Crèches collectives ou parentales, halte-garderie y compris parentales, garderies et jardins d'enfants, établissement d'accueil collectif et/ou familial y compris parental.
Enfants handicapés : hébergement	Institut médico-éducatif, médico-pédagogique, médico-professionnel, jardin d'enfants spécialisé, institut de rééducation, établissement pour déficients moteurs et/ou cérébraux, visuels et/ou auditifs, centre d'accueil familial spécialisé et foyer d'hébergement.
Enfants handicapés : services à domicile ou ambulatoires	Service d'éducation spéciale et de soins à domicile, centre médico-psycho-pédagogique (CMPP), centre action médico-sociale précoce (CAMSP), bureau d'aide psychologique universitaire (BAPU)
Adultes handicapés : hébergement	Centre de placement familial, foyer d'hébergement, maison d'accueil spécialisée (MAS), foyer occupationnel, foyer d'accueil médicalisé (FAM)

Adultes handicapés : services	Centre de pré-orientation, de rééducation professionnelle, service auxiliaire de vie, service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS)
Travail protégé	Centre d'aide par le travail (CAT) et atelier protégé.
Aide sociale à l'enfance : hébergement	Etablissement d'accueil mère-enfant, pouponnière à caractère social, foyer de l'enfance, village et maison d'enfants à caractère social, centre de placement familial socio-éducatif. Tutelle des conseils départementaux.
Aide sociale à l'enfance : action éducative	Foyer d'action éducative (FAE), service éducatif auprès des tribunaux (SEAT), centre d'action éducative (CAE), service d'action éducative en milieu ouvert (AEMO)
CHRS : centre d'hébergement et de réadaptation sociale	-
Centre provisoire d'hébergement	-
Centre accueil demandeur d'asile	-
Autres établissements pour adultes et familles en difficulté	Aire de stationnement pour nomades, foyer d'hébergement de travailleurs migrants, foyer de jeunes travailleurs, hébergement des familles de malades, logement-foyer non-spécialiste.

Proposition d'analyse et de rédaction

L'action sociale est une thématique qui prend en compte beaucoup d'équipements différents, c'est pourquoi il peut être intéressant de débiter la rédaction de la partie par une définition de l'action sociale ainsi que de la population concernée :

L'action sociale est définie par l'article L. 116-1 du Code de l'action sociale et des familles :

« L'action sociale et médico-sociale tend à promouvoir, dans un cadre interministériel, l'autonomie et la protection des personnes, la cohésion sociale, l'exercice de la citoyenneté, à prévenir les exclusions et à en corriger les effets. »

Elle est en faveur des personnes handicapées et des personnes âgées, des personnes et des familles vulnérables, en situation de précarité ou de pauvreté. Les équipements et services associés concernent les établissements d'hébergement pour ces personnes, les établissements d'hébergement et d'éducation pour les enfants en situation de handicap, les services de soins et d'aide, le travail protégé, l'aide sociale à l'enfance, centre d'hébergement et de réadaptation sociale, centre d'accueil pour demandeur d'asile, etc.

Le diagnostic est plus axé sur les établissements que sur le service en lui-même. Toutes les communes n'ont pas d'équipements d'action sociale mais la plupart ont des services de proximité communaux :

- **Les services d'action sociale de proximité, à destination de toute personne en difficulté**

Une majeure partie des communes dispose d'un **CCAS** (Centre Communal d'Action Sociale, ou Centre Intercommunal). Ils ont une mission de solidarité, d'aide et de soutien aux personnes défavorisées. Présidé par le maire de la commune, il représente l'institution locale d'action sociale. Le CCAS a plusieurs fonctions¹ :

¹ Source : <http://www.unccas.org/unccas/ccas-cias.asp>

- La gestion des équipements et des services d'action sociale : crèche communale, établissement d'hébergement des personnes âgées, centres, sociaux, centres aérés, établissement pour personnes en situation de handicap, etc.
- Le soutien technique et financier aux actions sociales d'intérêt communal gérées par le secteur privé,
- La participation à l'instruction des demandes d'aide sociale légale et les transmetts aux autorités décisionnelles compétentes (Conseil Départemental, Préfecture, etc.),
- Une aide sociale facultative en fonction de la politique sociale communale : colis alimentaire, secours d'urgence, prêt sans intérêt, etc.

Les **points d'accueil solidarité** du Conseil Départemental (PAS) ont un rôle d'écoute d'aide et de conseil pour les personnes en difficultés du Territoire de Belfort. Service de proximité, ils sont répartis dans tout le territoire.

Documents cadre

Le Conseil Départemental a élaboré deux schémas départementaux « d'organisation sociale et médico-sociale 2012-2016 » de façon concomitante et articulés entre eux. Ils sont également en accord avec les Schémas régionaux de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Franche-Comté. Le Conseil Départemental relaye auprès de l'ARS un état des lieux le plus précis possible et les besoins spécifiques du département. Les trois schémas ont une trame commune :

- Un diagnostic thématique
- Une présentation des principaux acteurs
- Un bilan partagé du précédent schéma
- Des orientations 2012-2016 transversales et spécifiques
- Des fiches actions

Premier document : Schéma départemental du Territoire de Belfort : Personnes retraitées et âgées

Date en vigueur : 2012 à 2016, Source : Conseil Départemental

Population visée : Personnes retraitées et âgées, en baisse d'autonomie, dépendantes ou handicapées.

Le schéma propose un diagnostic à l'échelle du département sur la population des personnes âgées (démographie, évolution, dépendance, aides, pauvreté/précarité...) et la capacité de prise en charge. Il inventorie les équipements sociaux ou médico-sociaux œuvrant dans le champ de l'action sociale :

- Maison de l'autonomie du Territoire de Belfort (Belfort)
- Office pour les aînés de Belfort et du Territoire (Belfort)
- CCAS (présent dans quasiment toutes les communes)
- EHPAD
- Services d'aide à domicile : 8 services couvrent le département en 2011 pour environ 1900 personnes âgées en perte d'autonomie dont les SSIAD (services de soins infirmiers à domicile) qui dispose de 265 places dédiées aux personnes âgées.
- Résidences seniors (maisons – logement – non médicalisé).
- Structures participant à l'accompagnement, la prise en charge et au soin des personnes en perte d'autonomie: GIE IMPA, SAD,
- Hôpitaux psychiatrique

D'après ce schéma, le TdB se classe comme étant un des départements ayant un taux d'équipements supérieur à la moyenne métropolitaine : 118,9 places pour 1000 personnes de 75 ans et plus. Il informe sur différentes données à l'échelle départementale :

Taux d'équipement du Territoire de Belfort

	Territoire de Belfort	Franche-Comté	France Métropolitaine
Taux d'équipement* en lits médicalisés (lits d'EHPAD, lits de soins de longue durée)	118.9	90.9	101.3
Taux d'équipement* en places de services de soins à domicile	22.8	21.8	19.2

*Pour mille habitants de 75 ans et plus

Source: STATISS — DRASS — Enquête ES — FINESS, 1er janvier 2010

Capacité de prise en charge – Territoire de Belfort (Avril 2011, Conseil Départemental)

	Hébergement permanent	Long séjour	Hébergement temporaire	Accueil de jour
BAVILLIERS <i>Le Chênois Marcel Braun</i>	97		1	
BAVILLIERS <i>Le Chênois Bavilliers</i>	165	123	4	20
BEAUCOURT <i>Maison Blanche</i>	119		1	12
BEAUCOURT <i>Maison Léon Belot</i>	57		1	
BELFORT <i>Résidence Pierre Bonnef</i>	41		2	13
BELFORT <i>Résidence Vauban</i>	85		4	
DELLE <i>Le Chênois Delle</i>	56		1	
GIROMAGNY <i>Maison Saint-Joseph</i>	159		3	
BELFORT <i>Résidence La Miotte</i>	109		5	10
ROUGEMONT-LE-CHÂTEAU <i>Résidence Les Vergers</i>	120		2	10
VALDOIE <i>Résidence Rosemontoise</i>	112		5	8
Total Territoire de Belfort	1120	123	29	73

À rajouter au tableau :

MARPA – Grandvillars (Maison d'Accueil Rurale pour personnes âgées) : 23 places

De 2008 à 2012, le nombre total de place en hébergement a augmenté de 16.5%.

Il existe deux types d'hébergements pour personnes âgées : les résidences seniors et les établissements d'hébergement médicalisés (les EHPAD). L'ensemble des établissements ci-contre sont devenus des EHPAD afin de développer l'offre de soins pour personnes âgées.

Données intéressantes pour le diagnostic communal ou intercommunal : la capacité de l'établissement, le nombre de places médicalisées, le nombre de place en hébergement, le nombre de places pour un service de soins à domicile etc. au regard de la demande ou de la population concernée.

Fiches actions

Ces fiches font suite aux orientations thématiques. Elles présentent des objectifs concrets sur la période du schéma. Tous ces objectifs n'ont pas vocation à apparaître dans un PLU étant donné qu'ils font l'objet d'une politique départementale. Cependant, ils peuvent informer sur les projets d'extension ou de création d'équipements.

Exemples d'actions :

1. Accompagner le projet immobilier de restructuration du Chênois de Bavilliers

Objectifs opérationnels et finalité de l'action :

- Restructuration immobilière au moins validée et démarrée
- Projet d'établissement réactualisé

À terme, meilleure prise en charge des résidents et organisation facilitée pour les salariés

2. Diversifier l'offre entre le domicile classique et l'EHPAD
3. Etc.

Conclusions des actions d'aménagement d'équipements

Les structures actuelles sont jugées suffisantes pour répondre aux besoins de la population du Territoire de Belfort et devrait pouvoir gérer une augmentation de la demande (1 à 2% de vacants).

Ces conclusions sur les orientations et les actions du Schéma départemental sont à prendre en compte dans la définition des besoins en matière d'équipements lorsque la commune ou la communauté de communes est concernée par une de ces structures. Le rayonnement de ce type d'équipement n'est pas exclusivement communal. Par exemple dans le Sud Territoire ces structures accueillent des personnes du Doubs ou de la Haute Saône et ont plutôt un rayonnement à l'échelle de l'Aire urbaine.

Second document : Schéma départemental du Territoire de Belfort : Personnes handicapées adultes

La notion de handicap

La loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005 définit le handicap comme « toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable, ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant ».

Chiffres clés

9004 personnes en situation de handicap sont recensées dans le Territoire de Belfort², représentent 8.5% de la population âgée de 20 ans ou plus.

Type de structure d'hébergement

On retrouve dans le schéma le nombre de places initiales pour chaque structure, le nombre de places à réaliser et le nombre de places réalisées (en 2011).

- Maison d'accueil spécialisé

² Reconnues administrativement, source : Maison Départementale des Personnes Handicapées

- Foyer hébergement de travailleurs handicapés
- Foyer de vie
- Foyer d'accueil médicalisé

Type de structure d'accompagnement

- Section d'accueil à temps partagé (SATP/ESAT)
- Accueil de jour
- Services d'accompagnement à la vie sociale

La Maison Départementale des Personnes Handicapées

Basée à Belfort, la MDPH est un guichet unique regroupant tous les services dédiés aux personnes en situation de handicap. Plusieurs demandes peuvent être faites concernant des allocations, différentes cartes, aménagement du temps scolaire et/ou du transport scolaire, orientation professionnelle, orientation vers des services ou établissements médico-sociaux.

La capacité de prise en charge

Elle recouvre les Établissements et services d'aide par le travail (ESAT), les places d'hébergement et les places d'accompagnement.

340 places en Établissements et services d'aide par le travail (ESAT) sur le Territoire de Belfort. Ce taux de couverture est au-dessus de la moyenne métropolitaine (4.5 pour mille contre 3.4 pour mille) et au-dessus des autres départements Franc-comtois.

Cependant les listes d'attente sont toujours effectives indiquant que le besoin n'est pas totalement couvert.

23 places en foyer d'hébergement pour 100 places en ESAT : faible capacité d'hébergement du département par rapport à la moyenne métropolitaine (36 places pour 100).

L'ancien schéma a contribué à corriger cette sous capacité en créant 56 places supplémentaires depuis 2007. En septembre 2011, le département compte 208 places : 79 places en foyer d'hébergement, 30 places en foyer de vie et 99 places en Maison d'accueil spécialisée (MAS) et Foyer d'accueil médicalisé (FAM).

On peut difficilement appréhender cette thématique spécifique aux personnes en situation de handicap dans le cadre d'un PLU car ces équipements ont un rayonnement et une gestion départementale. De plus, leur logique d'implantation ne correspond pas forcément à la recherche d'une concentration de population ou d'une ruralité.

Synthèse – Exemples d'enjeux

À retenir :

- La commune dispose d'équipements structurants du domaine de l'action sociale rayonnant à l'échelle du département. Ces équipements représentent un petit bassin d'emploi non négligeable.

Enjeux :

- Les possibilités de développement de ces structures, sources d'emplois.
- Maintien des structures d'accueil et d'aides aux personnes âgées